



المركز التونسي للإقتصاد
Observatoire Tunisien de l'Economie

Policy brief | n°11

Médenine : les atouts de son littoral constituent-ils un vrai potentiel de son développement ?

Observatoire Tunisien de l'Economie

24/02/2023

Sommaire

Résumé

I. Introduction

II. Les défis de développement territorial des régions objet d'analyse & décentralisation

A. Bilan de développement des territoires de Zarzis, Djerba Ajim et Djerba Midoun

B. Diagnostic participatif de développement du gouvernorat de Médenine

Conclusion

Recommandations

Bibliographie

Annexe

Mohamed Ali Kardi

Project Manger-Analyst

mohamedali.kardi@economie-tunisie.org

Ines Soud

Analyste

ines.soud@economie-tunisie.org

Helmi Toumi

Consultant plaidoyer

tellus.advisory@gmail.com



Résumé

La Tunisie reste jusqu'aujourd'hui, caractérisée par des fortes disparités régionales en matière de développement. Cette disparité qui est alimentée par les politiques adoptées depuis des décennies, favorise le littoral avec ses régions les plus développées au détriment des régions intérieures marginalisées. Le système politico-administratif très centralisé a favorisé également cette inégalité. Par conséquent, les besoins réels des régions n'ont pas été dûment pris en compte au niveau des stratégies de développement et leurs potentiels n'ont pas été exploités convenablement. S'ajoute à cela, la propagation et la multiplication des problèmes socio-économiques qui entravent le développement régional. En dépit de ses potentialités naturelles et patrimoniales, le gouvernorat de Médenine compte en effet parmi les régions affectées par ces orientations. Sa situation de développement est paradoxale, caractérisée par la fragilité et le déséquilibre de son économie. Dans le cadre du projet « Promouvoir l'engagement des jeunes dans le développement régional en Tunisie », elle fait ainsi l'objet de notre étude pour identifier ses opportunités et son potentiel de développement endogène à travers un diagnostic territorial de la région de Médenine, particulièrement ses délégations Zarzis, Ajim et Midoun. Il s'agit d'un diagnostic participatif basé sur la méthodologie de marketing territorial en complémentarité avec le suivi et l'évaluation des projets de développement public pour formuler un ensemble de recommandation en faveur d'un développement durable inclusif de ces trois régions. Zarzis, Ajim et Midoun disposent en fait des atouts très considérables (côtes, ressources naturelles, infrastructure aéroportuaire et maritime, patrimoine naturel et culturel très riche) pour développer des filières économiques pouvant contribuer convenablement à leurs attractivités territoriales et à leurs dynamismes. Le tourisme alternatif, la valorisation des produits oléicoles et de la pêche ainsi que les TIC offrent des perspectives intéressantes pour le développement économique de ces régions. Une grande attention devrait être ainsi apportée à ces domaines dans la planification des stratégies et des programmes de développement de ces régions à l'échelle nationale, régionale et locale.

Introduction

¹ Adel Bousnina, (2007), « Les disparités régionales du développement humain en Tunisie », Revue Tunisienne de Sciences Sociales RTSS n°134, CERES, Tunis, 2007.

² Dhaher N., (2010), L'aménagement du territoire tunisien : 50 ans de politiques à l'épreuve de la mondialisation », EchoGéo, n° 13.

En Tunisie, les inégalités de développement entre les régions demeurent considérables et épineuses jusqu'aujourd'hui. En effet, les régions côtières sont les plus développées au détriment des régions intérieures marginalisées¹. En outre, les politiques adoptées n'ont pas été en mesure d'offrir un développement équitable entre les régions et réduire les inégalités économiques et sociales héritées depuis des décennies². Les orientations économiques du pays, la rigidité du cadre institutionnel et le monopole décisionnel et financier d'une administration centrale, au cours de cette période, ont alimenté notamment cette disparité régionale, mais aussi une organisation basée sur une vision mono-sectorielle du développement augmentant pauvreté, chômage, etc.) malgré les principales orientations stratégiques de 2016-2020, qui favorise la décentralisation comme un pilier de développement régional et local.

En effet, c'est le cas du gouvernorat de Médenine, comparé aux autres gouvernorats côtiers, qui occupe la dernière place en termes de développement. Malgré ses divers atouts, ses indicateurs de développement sont assez faibles et son économie est fragile, basé sur la spécialisation / le mono sectorisation de chacune de ses délégations. Prenons l'exemple de Djerba, elle s'est réduite depuis des décennies dans le tourisme balnéaire en particulier dans les délégations de Houmt Souk et Midoun mais dont le modèle (tourisme de masse) en termes de développement territorial est mitigé, et a creusé davantage d'inégalités avec les territoires marginalisés de l'île à l'instar d'Ajim.

L'exemple de la région de Zarzis est aussi révélateur. Connue comme pôle touristique et économique, la région reste caractérisée par un développement contrasté. Les stratégies de développement n'ont pas tenu compte des ressources de ses régions (côtes, patrimoine naturel et culturel, position géographiques, infrastructure aéro-portuaires et maritimes ...).

À la lumière de ce qui précède, la présente feuille d'orientation propose un ensemble des recommandations formulées suite à un diagnostic du développement régional de la bande littorale du gouvernorat de Médenine afin de lever les complications structurelles réelles qui entravent la mise en œuvre des projets de développement et de mieux valoriser ses potentiels et ce dans le cadre du projet « Promouvoir l'engagement des jeunes dans le développement régional en Tunisie » particulièrement ses délégations littorales Zarzis, Ajim et Midoun. L'étude s'est appuyée en effet sur la méthodologie de diagnostic en marketing territorial en complémentarité avec le suivi et l'évaluation des projets de développement publics. Le travail a été effectué d'une façon participative, faisant impliquer les jeunes, les associations et les acteurs institutionnels de ces trois régions.

II. Les défis de développement territorial des régions objet d'analyse & décentralisation

La révolution tunisienne du 17 décembre 2010, partie des régions de l'intérieur a dévoilé l'ampleur des disparités régionales en matière de développement et a remis la question territoriale au centre des débats politiques. La décentralisation qui doit mettre fin à cette injustice sociale et territoriale compte parmi les réformes qui font indéniablement l'objet d'un consensus national.

Les défis du développement humain et économique local ainsi que l'atténuation des disparités entre les différentes régions du pays ont longtemps été une préoccupation majeure des autorités de l'État. En effet, l'ensemble des stratégies et réformes initiées visent à améliorer les conditions socio-économiques du pays et à consolider les connexions entre ses différentes régions afin de réduire la pauvreté et les inégalités régionales croissantes. Le développement régional juste et inclusif qui réduit les inégalités entre les régions et consolide la décentralisation, compte aussi parmi les principales orientations de la vision 2035 de la Tunisie ainsi que de plan de développement 2016 - 2020. L'Etat a prévu dans cette vision l'exploitation au mieux des avantages compétitifs des régions et le renforcement des capacités régionales en matière de marketing territorial.

A. Bilan de développement des territoires de Zarzis, Djerba Ajim et Djerba Midoun

Le bilan diagnostic du plan de développement 2016 – 2020 a démontré que la situation de développement dans le gouvernorat de Médenine est paradoxale, caractérisée par la fragilité et le déséquilibre malgré la multiplicité et la diversité des atouts naturels, humains et économiques. Malgré ses efforts et ses réalisations pendant les dernières décennies, le gouvernorat n'est pas arrivé à porter son indice de développement régional au niveau souhaité, la situation reste caractérisée par la faiblesse des infrastructures, des équipements publics limités, la fragilité du tissu productif et sa faible capacité à réaliser de la valeur ajoutée et à accroître l'attractivité et la compétitivité économique de la région³. S'ajoutent à ceux-ci, l'importance de l'économie informelle et du commerce parallèle notamment frontalier, et l'inexistence des projets publics et privés, structurants et répondants aux besoins réelles de la région engendrant ainsi l'accentuation des disparités spatiales entre la bande littorale, la bande intermédiaire et l'intérieur ainsi que l'intensification des pressions sur les ressources et les richesses naturelles et la dégradation de la situation environnementale.

Zarzis, Ajim et Midoun sont parmi les principales délégations de la bande littorale du gouvernorat de Médenine. Elles forment ensemble 13% de sa superficie avec une population estimée à 175000 habitants en 2020, soit 33% de la population du gouvernorat. Ces périmètres constituent le principal pôle de développement de cette région, en se référant à ses avantages naturels et économiques. Néanmoins et tel est le cas dans tout le gouvernorat, des problèmes d'équilibre se posent dans ces trois délégations et leurs situations économiques et sociales sont assez fragilisées.

³ http://www.mdici.gov.tn/wp-content/uploads/2017/06/Volume_Regional.pdf

Djerba est l'un des grands pôles touristiques et hôteliers du pays, fut par des décisions politiques depuis les années soixante. Néanmoins, paradoxalement, le tourisme a étouffé les autres secteurs économiques de l'île à l'instar de l'agriculture, la pêche et le commerce. La grande concentration de l'activité touristique sur son territoire, a mené à une forte densité d'urbanisation non maîtrisée, une gestion irrationnelle de son écosystème naturel sensible et une intensification de disparité entre ses 3 délégations Ajim, Midoun et Houmet souk. L'Indicateur de Développement Régional IDR montre en fait que Ajim arrive loin derrière les deux autres délégations. Son IDR est de 0,278, classé au rang 154 parmi les 264 délégations du pays vis-à-vis Houmt Souk qui est située en rang 58 et Midoun en 85⁴. De même, malgré que le secteur touristique et hôtelier bénéficie en majeure partie à Midoun, cette délégation alerte un déséquilibre dans l'aménagement de son territoire et une dégradation de son paysage typique.

⁴ [GIZ, \(2014\), « Plan régional d'environnement et de développement durable \(PREDD\) du gouvernorat de Médenine » en collaboration avec l'ODS, le MEATDD](#)

Zarzis se caractérise par contre par une certaine diversification de son économie, tirant profit de ses ressources naturelles et de ses équipements en infrastructure économique. La zone est dotée des activités touristiques, agricoles (oléiculture), de pêche et d'aquaculture. Elle dispose d'un important port commercial et d'une zone franche, qui sont intégrés pour créer le parc d'activités économique. Néanmoins, la région n'arrive pas jusqu'au présent, à bien rentabiliser ces atouts pour attirer des activités génératrices de la valeur et créer un dynamisme du développement économique de la région.

B. Diagnostic participatif de développement du gouvernorat de Médenine

Afin d'identifier les opportunités et le potentiel de développement endogène et de diversification des secteurs au niveau de trois délégations Zarzis, Ajim et Midoun, nous nous sommes appuyés sur une méthodologie de diagnostic en marketing territorial. Nous avons opté pour le suivi et à l'évaluation des projets de développement publics. Ce travail a été effectué d'une façon participative, faisant impliquer les jeunes, les associations et les acteurs institutionnels de ces trois régions.

Profils de développement territoriaux des régions objet d'analyse

Zarzis

Zarzis est un territoire riche de ses biens naturels et économiques. Il dispose des plusieurs atouts stratégiques ; côtes, infrastructure portuaire, ressources naturelles diversifiées, etc. De point de vue ressources naturelles, Zarzis assure 63,36 % de la production totale des produits de la pêche du gouvernorat de Médenine en 2019, soit 10 474 tonnes ; et 54,39 % de la production des olives du gouvernorat avec 31000 tonnes⁵. Cependant, la pression sur les ressources naturelles, liée aux exploitations aléatoires et anarchiques et aggravée par les changements climatiques, entrave en quelques sortes la contribution de ces secteurs au développement endogène de la région. Sur le plan des infrastructures, Zarzis a été favorisé par l'installation d'un port commercial en eau profonde (12m) de Zarzis qui couvre 240 ha et par la création d'une zone franche depuis 1996, développée et transformée actuellement en Parc d'activités économiques. La création

⁵ ODCO (2020), « Kairouan en chiffre 2019 »

de « Zarzis Smart Center- ZSC » au sein du parc d'activités économiques de Zarzis en Octobre 2020, constitue également une opportunité de développement de la filière des TIC dans ce territoire. Même l'existence de l'aéroport international de Djerba-Zarzis et sa proximité des frontières tuniso-libyennes comptent des avantages comparatifs pour renforcer le potentiel économique de la région.

Ces différents atouts, intégrés ensemble, présentent en effet la clé du développement endogène de la région.

Cependant, le capital humain pose un problème à Zarzis qui est caractérisé de territoires d'émigrations massive (le solde migratoire à Zarzis est de -2398, le plus élevé du gouvernorat de Médenine⁵). L'émigration est désormais un phénomène ancré dans les mentalités collectives de ses citoyens, expliquant le fort abandon scolaire (taux de scolarisation supérieur est 26,18 %⁵). L'attractivité économique de Zarzis reste ainsi tributaire de la stratégie de développement économique à mettre en œuvre.

Midoun

Midoun est la deuxième ville de l'île de Djerba après Houmt Souk, qui compte 63,528 habitants soit 39% de la population de l'île. Son économie est traditionnellement fondée sur la complémentarité de ressources naturelles et de l'artisanat, aspect générale de toute l'île. Cependant, ces dernières décennies, elle est tournée essentiellement vers le tourisme balnéaire. Avec environ 76 unités hôtelières et un taux d'occupation de 61,2 %, Midoun est aujourd'hui considérée comme le premier pôle touristique de l'île. Elle est devenue connue par son dynamisme étroitement lié à l'activité touristique. Cette dernière a généré en effet les activités de services et a mené à l'intensification de l'urbanisation. Midoun, à la proche origine rurale, devient le lieu d'implantation des cités⁶.

L'exclusivité du tourisme balnéaire de la région a impacté fortement et négativement l'environnement et la répartition des ressources locales. Cette orientation vers le tourisme balnéaire a alourdi le développement du secteur touristique et a multiplié ses faillites : saisonnalité de l'activité, instabilité des emplois, dépendance aux conditions sécuritaires et sanitaires, entraînant progressivement diverses problématiques socio-économiques dans la région.

Par ailleurs, ce territoire détient un riche patrimoine matériel et immatériel : site archéologique Meninx, des mosquées d'une grande pureté et originalité architecturale, des menzels qui sont une mode d'occupation de sol et d'habitat traditionnel typiquement Djerbien. Ce patrimoine territorial est faiblement exploité et partiellement menacé par le tourisme balnéaire. Pourtant, il pourrait contribuer convenablement au développement du secteur de tourisme à travers la diversification des produits touristiques et la valorisation des atouts de l'espace. La proximité de Houmt Souk permet aussi aux habitants, visiteurs et investisseurs à Midoun de bénéficier des atouts de la première. Ces atouts sauraient être le moteur de diversification de l'activité économique de la région et assurer par suite son développement durable.

⁶ Abderraouf Dribek. Vers un tourisme durable en Tunisie : le cas de l'île de Djerba. Economies et finances. Université de Bretagne occidentale - Brest, 2012. Français. ffNNT : 2012BRES0080ff. fftel01216554

Ajim

Ajim est la délégation la moins peuplée de l'île de Djerba, 24865 habitants, soit 14% de la population de l'île en 2019. La moitié des personnes actives à Ajim travaillent dans le secteur tertiaire, presque le quart (22%) dans le BTP. Les secteurs manufacturier, agricole et de pêche, d'énergie et des mines n'offrent ensemble que 2750 emplois à Ajim.

Comparée à Houmet Souk et Midoun, Ajim connaît un déficit d'attention et de développement. Ce territoire souffre d'un manque flagrant sur le plan d'équipements et d'infrastructures. En effet, L'essor de l'activité touristique a créé une grande dynamique de deux communes Houmet souk et Midoun au détriment d'Ajim. Pourtant, cette dernière est dotée d'un patrimoine naturel et culturel assez important. Elle dispose d'un littoral à haute valeur écologique marqué par la présence des petits ilots. La région est connue également par les ateliers de poterie installés à Guellela. Cependant, elle n'a su tirer profit convenablement de ces atouts jusqu'au présent. L'isolation de la région vue la qualité médiocre des services des Bacs, la vulnérabilité des infrastructures ainsi que l'immigration et la manque des mains d'œuvre constituent des vrais freins au développement de ce territoire. Il est important de mettre en œuvre une stratégie locale qui tient en compte de ces freins pour mieux les lever.

Le schéma ci-après illustre ces filières identifiées.

Schéma : les filières potentielles de développement des territoires de Zarzis, Ajim et Midoun⁷

Zarzis

Production, transformation et valorisation des produits de l'olivier

- **Atouts:** Disponibilité (Nombre d'olivier et Surface) et ancrage (Attachement culturel et techniques agricoles)
- **Contraintes:** Faible capacité de transformation (Extraction et conditionnement) au niveau territorial, faible valorisations des sous produits (feuilles, bois, etc)

Startups technologiques

- **Atouts:** Infrastructure développée grâce au Zarzis Smart Center situé dans le Parc d'Activités économiques donnant plusieurs avantages aux investisseurs.
- **Contraintes:** Faible niveau d'engagement des jeunes dans l'entrepreneuriat notamment dans les TIC, absence de programmes de haussement des capacités des jeunes.

Ajim

Pêche traditionnelle et transformation des produits de la pêche

- **Atouts:** Maîtrise des techniques de pêche traditionnelle par des générations successives du territoire, Richesse naturelle (côtes, halieutique, etc)
- **Contraintes:** Faible présence des entreprises de transformation, absence d'une infrastructure industrielle aménagée.

Tourisme alternatif (Eco-tourisme, PescaTourism, maisons d'hôtes et activités du tourisme d'aventure)

- **Atouts:** Richesse culturelle et naturelle. Disponibilité des espaces ruraux, et marins convenables.
- **Contraintes:** Absence d'encouragement et de sensibilisation au potentiel de la filière, la qualité du service logistique (Bac).

Midoun

Tourisme des services de santé

- **Atouts:** Qualité et réputation des cliniques de santé disponibles sur l'île et capacité d'hébergement complémentaire.
- **Contraintes:** Absence d'une stratégie commune aux différents acteurs de la filière ce qui donne une offre incomplète.

Industries culturelle et valorisation des produits artisax

- **Atouts:** Réputation de l'île de Djerba, infrastructure touristique et d'hébergement, personnalités culturelles et économiques du territoire .
- **Contraintes:** Absence des événements culturels d'envergure internationale ou de public national, manque de marketing territorial culturel.

⁷ OTE, (2022), Diagnostic participatif du développement dans le gouvernorat de Kairouan

Les programmes et les projets de développement des régions objet d'analyse

En complémentarité du diagnostic territorial des trois périmètres Zarzis, Midoun et Ajim, notre étude a mis l'accent sur les programmes et projets de développement public exécutés en cours ou programmés. Pour évaluer la réponse de ces projets aux besoins des territoires, nous avons opté au suivi de ceux-ci. En observant, en détail les programmes de développement publics au cours de cette période, il y a lieu de constater que les projets sont dispersés sur plusieurs secteurs (aménagement, éducation, environnement, culture ; santé ; services ; sport...) et répondent plus aux besoins sociaux de territoires. On constate aussi que les projets de développement publics sont rarement rattachés à des objectifs stratégiques à long-terme définis au niveau local ou régional et n'ont pas rapporté des grands bénéfices pour le développement de l'attractivité du territoire.

Les anciens projets n'arrivent pas à renforcer le potentiel économique de Médenine qui n'a pas enregistré jusqu'aujourd'hui un niveau de développement économique similaire à celui d'autres gouvernorats côtiers. Prenons l'exemple du port commercial de Zarzis ou du parc d'activités économiques, ces derniers ne sont pas encore valorisés convenablement. Aussi, le projet programmé du pont de Jorf-Ajim et qui est actuellement en phase d'étude faisabilité, a créé une polémique autour de son utilité, ses avantages et ses inconvénients pour la région.

Le suivi budgétaire d'un ensemble des projets de développement publics dans le cadre du projet SEHEM, a mis en évidence l'existence de divers problèmes, notamment des problèmes de gestion, des problèmes administratifs, des problèmes de compétences des ressources humaines affectées à la gestion du projet et des problèmes avec le prestataire choisi. Le niveau d'exécution des projets est aussi de plus en plus préoccupant, voir la plupart des projets sont en retard ou bloqués, et la crise financière actuelle semble avoir aggravé la situation.

Ainsi, les stratégies de développement devraient intégrer une analyse du niveau de développement actuel local qui prendrait en considération les potentiels réels des territoires, et ce afin de mieux répondre aux besoins locaux et pallier à l'inadéquation entre les projets publics de développement et les besoins des territoires.

Conclusion

Le gouvernorat de Médenine, une région littorale à fortes potentiels naturels et économiques, reste jusqu'aujourd'hui l'otage des politiques de développement économiques centralisées. Le diagnostic de ses trois délégations littorales, Zarzis, Ajim et Midoun montre qu'elles n'arrivent pas à tirer profit de ses multiples avantages (cotes, ressources naturelles, infrastructure portuaire et aéroport, patrimoine naturel et culturel très riche...) pour évoluer leurs attractivités territoriales et impulser leur développement économique.

Zarzis, Ajim et Midoun détiennent en effet des solides capacités leur permettant de développer des filières économiques potentielles pour leur développement durable et inclusif. Le diagnostic territorial mené pour ces trois régions, a prouvé que le tourisme alternatif (y compris le tourisme des services de santé, culturel, d'aventure, l'écotourisme, etc), la valorisation des produits oléicoles et de la pêche ainsi que les TIC offrent des perspectives intéressantes pour leur développement économique. Une grande attention doit être ainsi apportée à ces filières dans les stratégies de développement régionales et locales et même dans l'orientation des programmes/projets de développement publics.

Recommandations

Au niveau national

- La pêche côtière est l'une des principales activités économiques de la région de Médenine, elle représente 11% de la production nationale. Les menaces que font peser la pêche anarchique et l'usage de techniques interdites sur les ressources halieutiques, poussent à recommander la révision du cadre juridique et réglementaire organisant la pêche, notamment la loi de 1994. Il est recommandé dans ce cadre de mettre en place des réglementations spatiales tenant compte des spécificités écosystème régionale.
- Il est en outre recommandé de renforcer les moyens et les équipements des autorités pour contrôler l'activité de la pêche et de contrevenir plus efficacement contre les activités de pêches illégales, utilisant des techniques interdites, ayant lieu lors des saisons de reproduction, ou encore détériorant de l'environnement maritime. Il est aussi recommandé de mettre à niveau les infrastructures et les équipements de pêches, notamment portuaire, et la flotte de pêche. Enfin, il est recommandé d'encourager l'investissement à l'échelle régionale et locale proche des sites de production d'industries de transformation des produits de la mer.
- En dépit des caractéristiques touristiques de la région dédiée au tourisme alternatif marin, il y a lieu de noter l'absence d'un cadre juridique et institutionnel adéquat qui réglemente le secteur. Les initiatives appuyées par les bailleurs de fonds pour soutenir le tourisme marin ne sont pas cadrées officiellement et elles se font au cas par cas d'où, il est vivement recommandable de travailler sur une loi pescatourisme (tourisme maritime) en vue de réglementer le secteur et d'allouer en conséquence les fonds nécessaires à la réalisation des projets de développement en la matière. La région de Médenine offre un potentiel de développement de l'activité touristique grâce à la richesse de la région et de sa diversité. Or il est constaté que le développement du tourisme alternatif se trouve limité par l'inexistence de cadre adéquat. Il est aussi fortement recommandé de mettre en place des lignes de financement, des aides publiques, des subventions, ainsi que la facilitation de l'accès aux crédits pour les entrepreneurs dans cette filière. En outre, il est recommandé de mettre en place des programmes de formation professionnalisantes, diplômantes et certifiante pour les travailleurs de cette filière.
- Malgré l'opportunité qu'offre l'usage des nouvelles technologies de l'information et de de la communication pour le développement régional, la région ne dispose pas d'infrastructures et d'un tissu entrepreneurial en la matière capable de produire la valeur ajoutée demandé (une seule startup enregistrée, Cyberparc et Zarzis Smart Center). Il est recommandé de créer un pôle technologique dans la région qui comprend des institutions universitaires et de formation, des centres de recherches, un incubateur de projet, et de mettre en place un programme d'encouragement de création d'entreprise et de start-up dans le domaine technologique, qui soient en lien avec le tissu économique de la région (agriculture et peche, tourisme...). Il est aussi recommandé d'investir dans la mise à niveau de l'infrastructure numérique de la région.
- Malgré l'existence d'un pôle universitaire dans la région, l'offre de formation est en inadéquation avec les besoins de la région en ressources humaines. Il est recommandé de mettre en place une stratégie intégrée comprenant les autorités publiques, la population, les représentants de la société civile et du secteur privé afin de développer une offre de formation universitaire et professionnelle plus adaptée aux besoins économiques et sociaux de la région.

Transparence et responsabilité/rapports

- Renforcer la transparence budgétaire au cours du processus budgétaire.
- Respecter les délais légaux lors de la publication des documents budgétaires de l'État.
- Établir un rapport trimestriel sur l'exécution du budget.
- Rendre publics les rapports d'exécution du budget par région (y compris les causes des retards dans les projets de développement régionaux).

Participation

- Adopter un processus participatif au sein des différents acteurs gouvernementaux et au-delà pour impliquer les citoyens dans le processus, notamment en décentralisant certaines discussions et décisions sur les budgets de développement région par région
- Renforcer l'intégration des OSC locales et des OSC de jeunes dans toutes les étapes de la mise en œuvre des projets de développement régional et local (de la programmation budgétaire à l'exécution : au niveau du gouvernorat et de la municipalité)
- Mettre en place un système de suivi et d'évaluation participatif (citoyen et autorités locales et régionales) de l'exécution des budgets de développement régional.

Au niveau régional

- Si une partie de l'île de Djerba est connue pour le tourisme balnéaire, certains secteurs de l'île, dont la délégation d'Ajim offre des niches pour mettre en place des filières de tourisme responsable et solidaire. En effet, ces régions disposent d'atouts géographiques, de sites historiques et écologiques capable de développer des formes de tourisms alternatifs tels que le tourisme durable, le tourisme équitable, l'écotourisme ou tourisme solidaire, l'agritourisme, le pécaturisme (tourisme maritime), le tourisme des aventures, le tourisme culturel. En outre, la zone dispose d'un accès à une infrastructure avancée : (routes, aéroport...) ainsi qu'à des ressources humaines spécialisées dans le secteur touristique, et dispose d'une expérience grâce à la création de maison d'hôte a Adjim. Il est recommandé à cet effet de mettre en place des programmes de promotion de l'investissement dans le tourisme alternatif, ainsi que des programmes d'accompagnement, de mise en place de filière de formation professionnalisantes, certifiantes et diplômantes pour les travailleurs du secteur, ainsi que de fournir des lignes de financement, des aides publiques, des subventions et faciliter l'accès aux crédits pour développer ce secteur d'activité.
- L'innovation de la filière touristique passe ainsi par la mise en place par le CRDA de Médenine d'un programme de labélisation en vue de soutenir le développement des produits à grande valeur ajoutée (huile d'olive, agriculture biologique, viandes rouges et blanches, produits marins, produits dérivés animaliers, matériaux argileux, sels, produits artisanaux, tourisme rural). Le développement du tourisme alternatif nécessite aussi la mise à niveau du secteur artisanal, ainsi que la mise en valeur des produits endémiques de la région ((huile d'olive, agriculture biologique, viandes rouges et blanches, produits marins, produits dérivés animaliers, matériaux argileux, sels...)). Il est recommandé la mise en place d'un programme de labélisation et de mise en place d'AOP/AOC, ainsi que la création d'espace de foire et d'exposition pour permettre l'écoulement de ces produits.
- Ajim est une ville à forte potentiels naturels, culturels et sociaux ce qui favorise l'installation des maisons d'hôtes et des entreprises qui peuvent facilement créer leurs propres projets, il est ainsi nécessaire d'attirer les investissements pour cette région et promouvoir les filières liées au tourisme alternatif, la pêche artisanale et transformation des produits de la pêche, tourisme médical etc.
- Il est recommandé de mettre en place par les autorités publiques, dont l'ANETI, des programmes de formation professionnalisantes, certifiante et diplômantes, orientée vers les besoins en qualification de main d'œuvre de la région (notamment en entrepreneuriat circulaire, en emploi vert...). Il est en outre recommandé d'augmenter la capacité d'accueil des centres de formation existants, et d'encourager les entreprises à investir dans la formation de leurs employés et cadres, et de les impliquer dans l'identification des besoins en formation.
- Il est recommandé de soutenir l'investissement dans le tourisme médical, en créant un pôle dans la région consacré à ce type de tourisme, profitant de l'excellente réputation des services de santé en Tunisie, ainsi que la réputation de l'île de Djerba comme étant un espace calme, au climat doux et agréable, capable d'être un espace de soin et de rétablissement.
- La région dispose d'un large éventail de productions artisanales (Tapis - poterie - argenterie - bijoux- Gharara – Bulghah, etc). Il est recommandé de renforcer cette production par l'accompagnement, la mise en place de lignes de financement, des aides publiques, des subventions et faciliter l'accès aux crédits pour développer ce secteur d'activité. Il est aussi recommandé de mettre en place des programmes de formation professionnalisantes, certifiante et diplômantes pour les artisans, afin de renforcer les capacités et l'usage de nouvelles technologies, ainsi que la préservation des savoirs et des savoirs faire des artisans, et d'éviter de les perdre faute de transmission.

- Il est aussi recommandé de mettre en place un programme de labélisation et de mise en place d'AOP/AOC, ainsi que la création d'espace de foire et d'exposition pour permettre l'écoulement des produits de l'artisanat orientés vers les touristes ainsi que les consommateurs locaux. Enfin, il est recommandé d'organiser des événements culturels autour du patrimoine matériel et immatériel de la région, en profitant des musées et de la production culturelle et artisanale disponible.
- Bien que le gouvernorat de Médenine compte 4,775 millions oliviers répartis sur une superficie de 202 mille ha dont 32% sont situés dans la délégation de Zarzis, nous constatons une absence de stratégie de long terme pour la filière oléicole. Il est ainsi recommandé d'élaborer une stratégie régionale visant la valorisation de la filière oléicole et de ses sous-produits en mettant en valeur les traditions tunisiennes (y compris dans la délégation de Zarzis) dans l'exploitation des grignons, des feuilles séchées, du bois. L'exploitation des sous-produits (margine, bois, feuilles d'oliviers, etc.) constituent des activités supplémentaires génératrices de revenus pour les jeunes notamment les femmes en vue de lancer de nouvelles activités liées aux (compostage, fertilisant, artisanat, cosmétique, etc.).
- Des recommandations précédentes, il est nécessaire de mettre en place une plateforme électronique (market place) permettant aux artisans de vendre leurs produits mais surtout d'avoir un accès au commerce international avec un coût extrêmement bas.
- La création, au sein du parc d'activités économiques de Zarzis, en Octobre 2020 du « Zarzis Smart Center- ZSC » constitue une opportunité de développement de la filière des TIC dans la région mais qui reste unique en l'absence d'autres startups technologique. Il est recommandé d'investir dans les filières TIC de l'e-commerce, les applications mobiles, l'Intelligence Artificielle, GED, les solutions de gestion de contenu, la transformation du digital surtout qu'on recense 400 diplômés dans le secteur TIC. Cependant, le nombre des diplômés des jeunes doit être appelé à augmenter, face à un faible de scolarisation universitaire tout en renforçant l'esprit entrepreneurial de ces derniers moyennant des programmes de renforcement de capacités en la matière.
- De nombreux travaux en matière d'aménagement et de raccordement à l'électricité et au gaz naturel ont été entrepris pour atteindre des taux proches des moyennes nationales. Le taux d'éclairage public atteint ainsi les 99,6%, mais l'accès à l'énergie se pose dans les zones industrielles et économiques. Il est recommandé d'augmenter l'investissement dans l'infrastructure, notamment dans le domaine des énergies enroulables vu le potentiel de la région (énergie solaire, 300 jours ensoleillé par an), dans l'infrastructure numérique, et dans l'infrastructure routière en construisant le pont qui reliera Ajim à El Jorf, facilitant ainsi l'accès par le nord de l'île.

Au niveau local

- Afin de promouvoir les activités dans le cadre des filières cités en dessus, il est nécessaire d'apporter des aménagements au niveau des espaces ouverts/fermés pour être aptes à l'organisation des événements culturels et permettre aux jeunes diplômés et artisans d'instaurer des projets en relation avec le marketing territorial (valorisation des produits de terroirs) et la transformation des produits agricoles. Il est recommandé d'investir dans des structures réservées à l'organisation d'évènement de type concerts, conférences, expositions, foires, marchés de produits locaux et artisanaux.
- Il est nécessaire de réserver un budget local pour l'aménagement des infrastructures (notamment préparer le terrain pour la mise en place du pôle technologique cité en dessus et l'aménagement de marché de poisson à AJIM) et accélérer les travaux de construction en cours (luminosité publique, gestion des déchets, création des espaces verts) et assurer un suivi rigoureux dès l'exécution des projets programmés
- Il est recommandé aussi dans le même cadre d'activer la section 7 sur la coopération décentralisée prévue dans le Code des collectivités publiques locales (CCPL) pour le jumelage avec d'autres municipalités étrangères notamment en vue de favoriser le développement économique au niveau de l'agriculture, de l'industrie ou des services et permettre l'ouverture d'une zone commerciale à AJIM.

Bibliographie


1. Adel Bousnina, (2007), « Les disparités régionales du développement humain en Tunisie », Revue Tunisienne de Sciences Sociales RTSS n°134, CERES, Tunis, 2007.
2. Dhaher N., (2010), L'aménagement du territoire tunisien : 50 ans de politiques à l'épreuve de la mondialisation », EchoGéo, n° 13.
3. http://www.mdici.gov.tn/wp-content/uploads/2017/06/Volume_Regional.pdf مخطط التنمية 2016-2020
المجلد الثاني: المحتوى الجهوي
4. GIZ, (2014), « Plan régional d'environnement et de développement durable (PREDD) du gouvernorat de Medenine » en collaboration avec l'ODS, le MEATDD
5. ODS, (2020) Le gouvernorat de Médenine en chiffre 2019
6. Abderraouf Dribek. Vers un tourisme durable en Tunisie : le cas de l'île de Djerba. Economies et finances. Université de Bretagne occidentale - Brest, 2012. Français. ffNNT : 2012BRES0080ff. fftel01216554
7. OTE, (2022) , Diagnostic participatif du développement dans le gouvernorat de Medenine (Djerba-Ajim, Midoun et Zarzis).




المركز التونسي للإقتصاد
Observatoire Tunisien de l'Economie

 contact@economie-tunisie.org

 www.economie-tunisie.org

 21, Rue du Niger - 1002 Tunis belvedere - Tunisia

 www.facebook.com/ObsTunEco

 (+216) 36 329 939